

Déclaration à la presse du Président de la République et de Rob Jetten, Premier ministre du Royaume des Pays-Bas.

Monsieur le Premier ministre, cher Rob, Mesdames, Messieurs. Je suis très heureux d'accueillir aujourd'hui à Paris, quelques jours après son investiture, Monsieur le Premier ministre. Soyez le bienvenu dans cette maison. C'est un réel plaisir et un honneur d'accueillir un Premier ministre, après la formation de son nouveau gouvernement aux Pays-Bas, qui plaide pour une Europe forte, plus autonome dans les domaines stratégiques, plus compétitive, mais également protectrice de ses valeurs, de ses citoyens. Au fond, un Européen engagé qui croit dans cette voie d'indépendance et de progrès.

Alors évidemment, nous allons ensemble aborder les grands dossiers internationaux, d'abord la situation au Proche et Moyen-Orient, nous devons nous coordonner pour opérer justement une désescalade, à la fois protéger nos ressortissants, être aux côtés des pays amis de la région et participer aux missions de sécurité maritime et de liberté de la navigation. Je veux à cet égard vous remercier tout particulièrement, Monsieur le Premier ministre, car lorsque nous avons pris la décision de réorienter la route de notre porte-avions, le Charles-de-Gaulle, et de réorienter avec son escorte jusque dans la Méditerranée orientale, on a eu quelques partenaires européens qui n'ont pas hésité une seconde, les Pays-Bas étaient là et votre frégate nous a suivis, jusqu'en Méditerranée, et illustrant à cet égard combien les Pays-Bas sont un grand partenaire en matière de défense et en matière stratégique. Et je vous remercie de cette décision immédiate. Nous allons donc nous déployer en Méditerranée orientale, en mer Rouge, dans le cadre de la mission ASPIDES, et aussi pour préparer la réouverture du détroit d'Ormuz dans des conditions qui sont évidemment à préparer méthodiquement.

Dans cette situation, je n'oublie pas que les Pays-Bas comme la France sont parmi les plus importants contributeurs à la FINUL et, à cet égard, ont un rôle à jouer avec leurs partenaires pour mettre fin à l'engrenage dangereux auquel nous assistons actuellement au Liban et pour soutenir les efforts des forces armées libanaises. Je veux ici rappeler toute l'importance que nous attachons à la sécurité de nos forces sur le terrain et redire donc combien nous sommes aux côtés de nos partenaires : le Liban, en premier chef, qui veut lutter pour sa sécurité et sa souveraineté, a eu des messages extrêmement clairs à l'égard du Hezbollah. Et également combien nous souhaitons être aux côtés des Émirats arabes unis, du Qatar, de l'Arabie saoudite, du Koweït, de l'Irak, de la Jordanie, qui sont frappés directement par de nombreuses frappes, et sans oublier Bahreïn. Nous avons déployé beaucoup de systèmes de défense et accompagné ces pays à travers les actions appropriées.

Tout ceci, évidemment, ne détourne pas l'Europe de l'Ukraine. Vous étiez, il y a quelques jours à peine, aux côtés du président Zelensky. J'ai pu m'entretenir avec lui ces derniers jours, mais nous voulons ici réaffirmer notre soutien indéfectible à l'Ukraine, à sa souveraineté, notre détermination à veiller à ce que ses intérêts, comme ceux de l'Europe, soient pris en compte et préservés. Dans le cadre de la coalition des volontaires, nous avons fini la planification pour apporter des garanties de sécurité robustes à l'Ukraine. La priorité est maintenant de mettre en œuvre sans délai les 90 milliards d'euros de prêts à l'Ukraine que nous avons décidés au Conseil européen de décembre, et de pouvoir adopter le 20^e paquet de sanctions et augmenter la pression sur la Russie, comme nous continuerons de le faire à travers nos actions contre la flotte fantôme.

Au-delà de ces deux grands dossiers internationaux et européens qui, évidemment, sont la priorité du moment, nous allons continuer ensemble d'aborder les principaux enjeux de l'agenda européen : la sécurité et la défense. Renforcer ce pilier européen de l'OTAN auquel nous croyons. Je veux remercier les Pays-Bas d'avoir accepté d'engager un dialogue sur notre démarche de dissuasion nucléaire avancée qui témoigne d'une véritable convergence stratégique entre nos pays, apportera un épaulement conventionnel réciproque par le renforcement des capacités européennes en matière d'alerte avancée, de défense aérienne, de frappe dans la profondeur. Et là aussi, nous engageons une page historique de la relation.

Sur la compétitivité, nous voulons continuer d'avancer sur ce chantier ô combien essentiel, à la fois pour continuer à créer des emplois en Europe, mais pour renforcer notre indépendance sur le plan économique et technologique. Et donc, une Europe qui simplifie, approfondit son marché unique, une Europe qui investit, une Europe qui sait se protéger face à la concurrence déloyale et une Europe qui diversifie ses partenariats. Cet agenda, sur lequel nous sommes revenus au moment de la retraite stratégique, il y a quelques semaines, et sur lequel nous reviendrons au Conseil européen de la semaine prochaine, nous allons en parler. Et il alimente aussi notre volonté commune de faire avancer l'union des marchés de capitaux pour que l'épargne européenne soit au service de nos économies.

La France et les Pays-Bas peuvent aussi apporter une contribution déterminante s'agissant de la protection de nos démocraties, de nos valeurs dans l'environnement numérique. La lutte contre les ingérences étrangères en période électorale, la protection des mineurs sont des sujets d'importance. Et je veux dire ici combien nous croyons l'un et l'autre à une Europe qui défend à la fois ses intérêts et ses valeurs dans l'ordre international et sur les grands dossiers du moment.

Enfin, nous avons aussi vocation à parler des sujets bilatéraux et d'approfondir notre coopération bilatérale dans plusieurs domaines stratégiques, la défense, le nucléaire civil, la diversification de nos chaînes de valeur, l'investissement dans les technologies de rupture. Et à ce titre, je souhaite que nous puissions programmer un séminaire intergouvernemental franco-néerlandais le plus vite possible, après celui que nous avons tenu en avril 2023 lors de ma visite d'État aux Pays-Bas. Et ça, nous allons le préparer avec Monsieur le Premier ministre.

Voilà quelques-uns des grands dossiers que nous allons évoquer dans un instant, mais je veux ici redire ma très grande joie de vous accueillir, Monsieur le Premier ministre, à Paris aujourd'hui, et, cher Rob, la volonté sincère d'avancer ensemble sur beaucoup de ces dossiers où les Pays-Bas et la France ont beaucoup à faire ensemble. Merci d'être à Paris aujourd'hui.